

Cour suprême du Canada.—La Cour, instituée d'abord en 1875 et régie maintenant par la loi sur la Cour suprême (S.R.C. 1952, chap. 259), se compose d'un juge en chef, appelé Juge en chef du Canada, et de huit juges puînés. Nommés par le gouverneur en conseil, les juges restent en fonction durant bonne conduite, mais peuvent être démis par le gouverneur général à la requête du Sénat et des Communes et cessent d'occuper leur charge à l'âge de 75 ans. La Cour siège à Ottawa et a juridiction générale d'appel partout au Canada en matière civile et criminelle. La Cour doit aussi étudier les questions qui lui sont déferées par le gouverneur en conseil et se prononcer sur celles-ci, elle peut aussi prêter conseil au Sénat et aux Communes sur les propositions de loi qui lui sont renvoyées en vertu d'une ordonnance du Sénat ou des Communes.

On peut en appeler de tout jugement définitif de la plus haute cour de dernier ressort d'une province dans toute cause où la somme ou la valeur de l'affaire en litige dépasse \$10,000. On peut y en appeler de tout autre jugement définitif avec la permission de la plus haute cour de dernier ressort de la province, si cette cour la refuse, la Cour suprême du Canada peut l'accorder. La Cour suprême du Canada peut accorder la permission d'en appeler de tout jugement, définitif ou non. Les appels en matière criminelle sont régis par le Code criminel. Les appels des jugements rendus par des cours fédérales sont régis par la loi constituante de chacune de ces cours. Le jugement de la Cour suprême du Canada est définitif et sans appel.

10.—Juges de la Cour suprême du Canada, le 30 avril 1963

(Par ordre d'ancienneté)

Nom	Nomination
L'hon. ROBERT TASCHEREAU, juge en chef	23 avril 1963 ¹
L'hon. JOHN R. CARTWRIGHT	23 déc. 1949
L'hon. J.-H. GÉRALD FAUTEUX	23 déc. 1949
L'hon. DOUGLAS CHARLES ABBOTT	1 ^{er} juillet 1954
L'hon. RONALD MARTLAND	15 janv. 1958
L'hon. WILFRED JUDSON	5 février 1958
L'hon. ROLAND A. RITCHIE	5 mai 1959
L'hon. EMMETT M. HALL	23 nov. 1962
Une vacance, le 30 avril 1963	

¹ Nommé juge de la Cour suprême le 9 février 1940.

Cour de l'Échiquier du Canada.—La Cour de l'Échiquier, instituée d'abord en 1875, comme partie de la Cour suprême du Canada, est maintenant une cour distincte, régie par la loi sur la Cour de l'Échiquier (S.R.C. 1952, chap. 98). Elle se compose d'un président et de six juges puînés, nommés par le gouverneur en conseil, qui restent en fonction durant bonne conduite, toutefois, ils peuvent être démis par le gouverneur général à la requête du Sénat et des Communes et cessent d'occuper leur charge à l'âge de 75 ans. La Cour siège à Ottawa ainsi qu'à tout autre endroit au Canada où elle décide de siéger. La juridiction de la Cour s'étend aux réclamations par ou contre la Couronne du chef du Canada. Les poursuites contre la Couronne sont intentées au moyen d'une pétition de droit en vertu de la loi sur les pétitions des droits (S.R.C. 1952, chap. 210).

Si le montant en litige dépasse \$500, appel de tout jugement définitif de la Cour de l'Échiquier peut être fait à la Cour suprême du Canada, dans certains cas où le montant en litige n'excède pas \$500 ou lorsque le jugement n'est pas définitif, appel peut aussi être fait à la Cour suprême moyennant sa permission.

La Cour de l'Échiquier exerce aussi juridiction d'amirauté au Canada. La juridiction d'amirauté lui fut d'abord conférée en 1891 par la loi sur l'amirauté (S.C. 1891, chap. 29); elle relève maintenant de la loi sur l'amirauté (S.R.C. 1952, chap. 1), qui maintient la Cour de l'Échiquier Cour d'amirauté. Le président et les juges puînés de la Cour de l'Échiquier exercent la juridiction d'amirauté partout au Canada. En outre, le Canada est réparti en divers districts d'amirauté, un juge local en amirauté est nommé pour chaque